

L'industrie française en mode reconquête

Le gouvernement place 2019 sous le signe de la French Fab et des usines innovantes.

ANNE BODESCOT
abodescot@lefigaro.fr

COMPÉTITIVITÉ Le gouvernement l'a annoncé officiellement lundi : 2019 sera l'année de l'industrie. Ce geste symbolique est destiné à convaincre les Français qu'une page s'est tournée et que, malgré les déboires de quelques sites toujours en difficulté, l'industrie française est sur la voie du renouveau, de la reconquête. Loin de continuer à perdre des usines et des emplois, elle a redressé la tête et retroussé ses manches, en partie, bien sûr, grâce à la politique volontariste du gouvernement.

Cette vision plus optimiste de l'avenir s'incarne dans la French Fab. Sous cette bannière, se sont regroupés des industriels souvent jeunes, soutenus par la banque publique Bpifrance qui les aide à se développer, se professionnaliser, se digitaliser, exporter... Ils incarnent la renaissance et le potentiel du secteur. Signe des temps, c'est à eux qu'est dédiée 2019, sacrée « année de la French Fab ».

Les usines se robotisent

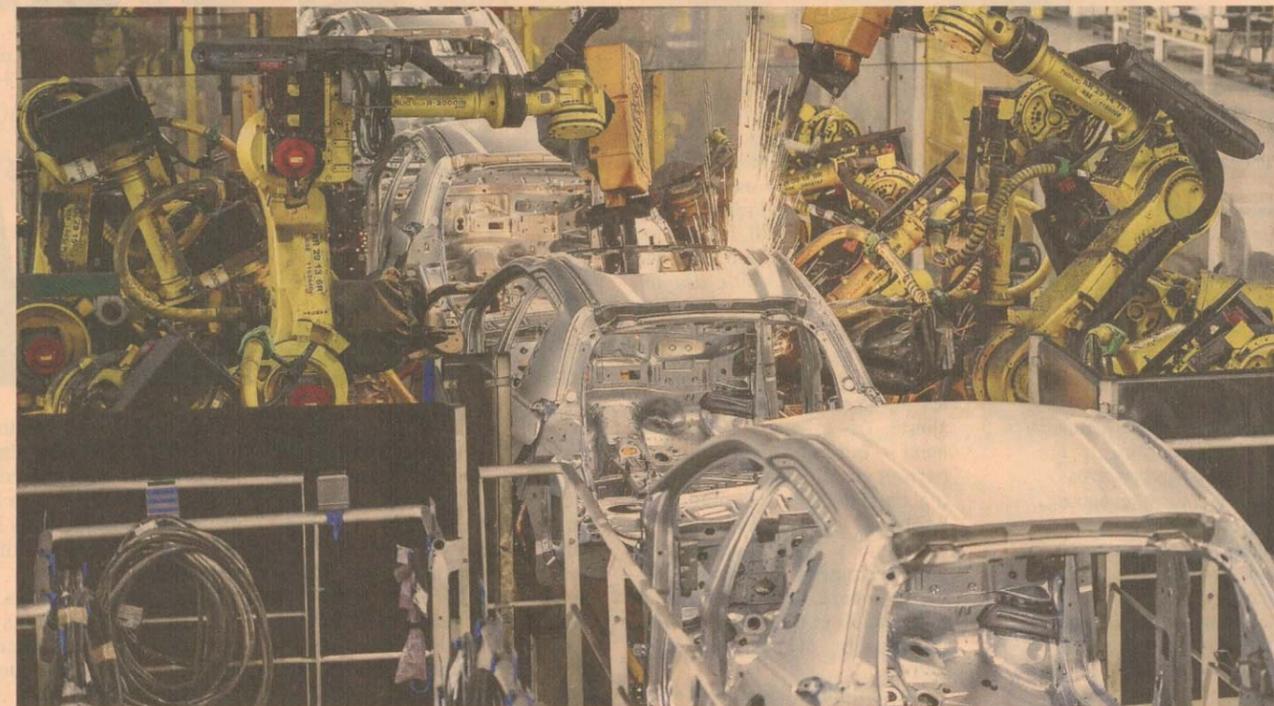
L'annonce, faite lundi par Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État à l'Industrie, donne le coup d'envoi d'un programme chargé. Ce mardi, s'est ouverte à Lyon la deuxième édition de Global Industrie. Ce salon professionnel est la vitrine des technologies innovantes (cobots, machines intelligentes, réalité virtuelle...) censées redonner ses chances à l'industrie tricolore. Alors que, partout dans le monde, jusqu'en Chine, les usines se robotisent et adoptent le numérique à marche forcée, la France ne doit pas rater ce virage qui peut l'aider à défendre une compétitivité fragile.

Mardi, se tiendra aussi la première assemblée générale des 124 territoires d'industrie recensés par le ministère de l'Économie. Dans ces zones où le tissu industriel déjà dense doit être soutenu, les régions sont chargées de préparer et de piloter des plans de développement pour lesquels tout l'écosystème local (industriels, écoles, universités, réseaux de soutien aux entreprises, État...) doit coopérer et s'organiser.

Annoncé en novembre, ce nouveau dispositif, imaginé pour diffuser sur le terrain l'impulsion et les aides de l'État, était encore en gestation. Il va désormais entrer dans sa phase opérationnelle. D'ici à la fin mars, une trentaine de territoires d'industrie « pilotes » de-

Une chaîne de fabrication robotisée de l'usine PSA Peugeot Citroën, à Mulhouse.

SEBASTIEN BOZON / AFP



vraient être les premiers à signer les « contrats » qui définissent les actions concrètes à mener. À la fin du semestre, la plupart des territoires devraient avoir franchi cette première étape.

Le gouvernement espère aussi voir les industriels s'emparer rapi-

dement du suramortissement robotique, une mesure fiscale destinée à aider les usines tricolores à s'automatiser. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance, les a invités à en profiter en 2019 et 2020. La mesure est en principe limitée dans le temps.

D'autres aides sont aussi désormais prêtes pour épauler les industriels dans leurs efforts, à l'instar des prêts French Fab, qui permettent à Bpifrance, en complément d'un crédit bancaire, de financer les investissements immatériels (logiciel...) sans garantie en contre-

partie. Plus étoffé encore, le plan Deep Tech, fort de près de 2 milliards d'euros, doit permettre de transformer la recherche académique française en ateliers, prototypes et nouvelles usines.

Séduire les jeunes

En attendant, du 18 au 24 mars, l'industrie sera à l'honneur un peu partout en France, dans le cadre de la traditionnelle Semaine de l'industrie. Plus de 1 500 événements sont prévus sur tout le territoire, à commencer par des visites sur les sites de production, pour faire découvrir les usines et leurs métiers aux jeunes et à leurs parents. L'objectif, justement, est de tordre le cou aux idées reçues sur le déclin du secteur pour remédier à la « crise des vocations » dont il souffre.

« Alors que les salaires dans l'industrie sont en moyenne 20 % supérieurs à ce qu'ils sont ailleurs, 50 000 emplois industriels restent non pourvus », souligne Agnès Pannier-Runacher. Près de 40 % des chefs d'entreprise avouent peiner à recruter. Pour l'État, c'est un frein à la résurrection du secteur. Faute de pouvoir trouver les compétences dont ils ont besoin pour développer leur activité, « certains refusent des commandes, des contrats », ajoute la secrétaire d'État. La Semaine de l'industrie avait attiré 360 000 personnes l'an dernier. ■

La destruction créatrice de Schumpeter oppose Le Maire et Macron

Je ne suis pas en train de dire que je vais sauver vos emplois, je suis en train de dire que je défendrais vos intérêts dans le cadre du plan social

EMMANUEL MACRON,
LE 26 AVRIL 2017,
AUX OUVRIERS DE
WHIRLPOOL À AMIENS



DÉCRYPTAGE
Anne de Guigné
adeguigne@lefigaro.fr

Quand il est arrivé à Bercy, Bruno Le Maire a passé un message ferme à ses équipes : il devait être informé, en direct, de tous les cas d'entreprises industrielles en difficulté et ne surtout pas l'être par les médias. Le ministre de l'Économie ne croit pas à la théorie de la destruction créatrice de Joseph Schumpeter, pourtant chère à Emmanuel Macron - tout le monde se souvient de sa visite, dans l'entre-deux-tours de la présidentielle, sur le site de Whirlpool à Amiens aux ouvriers dont l'usine était condamnée -, selon laquelle des entreprises ferment dans un système économique ouvert et d'autres se créent en permanence.

À défaut du schumpeterisme, Bruno Le Maire a quelques convictions fermes sur l'industrie. Il est notamment persuadé qu'il n'y a pas de grande puissance sans industrie, que la disparition de la culture ouvrière massacre des territoires entiers, fragilisant la cohésion sociale du pays et... qu'un politique ne ferme pas des sites industriels sans en payer un lourd tribut.

Rares moyens de l'État

Ce corpus a guidé l'action industrielle du gouvernement Philippe depuis près de deux ans. Avec quelques belles victoires, comme le sauvetage du volaitier Doux, considéré par beaucoup comme condamné, avant d'être repris par un consortium comprenant la maison mère des poulets de Loué. Mais aussi un inévitable lot de déceptions, dont les emblématiques dossiers Ascoval et Ford.

Le sort d'Ascovol n'est pas fixé : le tribunal de grande instance de Strasbourg a accordé un nouveau délai d'un mois pour trouver un repreneur. Mais la partie paraît fragile. En octobre, Bercy semblait d'ailleurs acter que l'aciérie pourrait fermer. Avant que Bruno Le Maire, entraîné sur un terrain politique par Xavier Bertrand, le président des Hauts-de-France, s'engage dans une bataille acharnée pour la survie du site, quitte à paraître très démuni quand le repreneur potentiel Altifort a déclaré forfait.

Cet activisme peu concluant - pour l'instant - se retourne en boomerang contre l'État. Il nourrit le sentiment de son impuissance et dramatise toute perspective de fermeture de site, alors que le ralentissement de la croissance gonfle la liste des entreprises en difficulté. Surtout, il conforte l'impression que les politiques

français n'ont pas évolué depuis les années 1980 et continuent de dédier leur énergie et les - rares - moyens de l'État à la préservation d'entreprises fragilisées au lieu de préparer l'avenir.

Ce n'est pourtant pas le cas : le gouvernement a lancé un fonds pour l'innovation de rupture, dédié un budget du plan d'investissement à la numérisation des PME, bâti une coopération d'avenir avec l'Allemagne et la Pologne sur les batteries électriques... Les réformes de la fiscalité, qui doivent injecter du capital neuf dans l'économie, et de la formation professionnelle visent aussi, in fine, à faciliter la transition de l'industrie. Mais la bataille de la communication semble d'ores et déjà perdue par l'exécutif. Sur le plan industriel, il ne restera du début du quinquennat d'Emmanuel Macron que l'image d'un État courant derrière les incendies. ■